



March 5, 2014

CONTACT: Matthew Harman
PHONE: (206) 792-7676
EMAIL: press@wjpnet.org

Le WJP RULE OF LAW INDEX 2014 a enquêté dans 99 pays sur la responsabilité du gouvernement, le crime, les droits fondamentaux, l'accès à la justice etc.

NEW YORK – Le Danemark (Europe de l'Ouest et Amérique du Nord), l'Uruguay (Amérique Latine et Caraïbes), le Botswana (Afrique Sub-Saharienne), la Nouvelle Zélande (Asie de l'Est et Pacifique), la Géorgie (Europe de l'Est et Asie Centrale), le Sri Lanka (Asie du Sud), et les Emirats arabes unis (Moyen-Orient et Afrique du Nord) sont les leaders dans leurs régions perspectives, d'après le World Justice Project's *WJP Rule of Law Index 2014*.

L'Index est fondé sur plus de 100,000 sondages de ménages et d'experts sur comment l'Etat de droit est perçu dans la vie quotidienne à travers le monde. La performance est évaluée grâce à 44 indicateurs organisés sur 8 thèmes: les contraintes sur les pouvoirs du gouvernement, l'absence de corruption, l'ouverture du gouvernement, les droits fondamentaux, l'ordre et la sécurité, l'application régulière de la loi, la justice civile, et la justice pénale. Plus de 500 variables sont prises en compte afin de produire ces indicateurs pour chaque pays.

L'Index met aussi à jour des tendances mondiales récentes, y compris un déclin significatif dans le domaine de la justice pénale à travers le monde: dans 20 pays on observe un déclin important dans leurs scores depuis un an, alors qu'aucun des 99 pays n'obtient de scores montrant une amélioration. L'indicateur qui a le plus progressé est celui de l'ordre et la sécurité: 25 pays montrent un progrès important. On a pu observé un déclin général dans les domaines des contraintes sur le gouvernement, les droits fondamentaux, la justice civile. D'un autre côté, on observe une amélioration générale dans les domaines d'absence de corruption, d'ouverture du gouvernement, et d'application régulière de la loi.

“Un Etat de droit effectif réduit la corruption, allège la pauvreté, améliore la santé publique et l'éducation, et protège les peuples des injustices et dangers, grands et petits”, dit William H. Neukom, le Fondateur et PDG du WJP. “D'où que nous venions, l'Etat de droit peut toujours être renforcé”.

L'Index est le rapport le plus exhaustif dans ce domaine, et le seul fondé sur des données primaires. L'Index 2014 inclut des données globales clés ainsi qu'une analyse des forces régionales, des défis de l'Etat de droit, les pays en réussite et ceux en échec, et les tendances à surveiller.

L'Index 2014 est le quatrième rapport d'une série annuelle qui inclut des nouvelles données et caractéristiques:

- Des résultats clés au niveau mondial et régional ainsi qu'une analyse des changements significatifs dans l'adhésion à l'Etat de droit durant l'année passée.

- L’Afghanistan et Myanmar ont été ajoutés à la liste de pays cette année.
- Des représentations des nouveaux scores de l’Index et des classements sont disponibles en publication et en ligne grâce à une application interactive.

Une copie complète du *WJP Rule of Law Index 2014*, inclut les profils individuels des 99 pays peut être téléchargé à: worldjusticeproject.org/rule-of-law-index

Une interview avec un représentant du World Justice Project peut être programmé en contactant [Matthew Harman](#) à +1 (206) 792-7676 ou [Laura Cochran](#) à +1 (206) 779-1720.

A propos du World Justice Project

Le World Justice Project est une organisation indépendante et multidisciplinaire travaillant à l’avancée de l’Etat de droit à travers le monde. Etablir l’Etat de droit est fondamental à l’accomplissement des communautés d’opportunité et d’équité, des communautés qui offrent un développement économique durable, un gouvernement responsable, et un respect des droits fondamentaux. Notre travail engage des citoyens et des leaders à travers le monde et venant de toute discipline afin de faire progresser l’Etat de droit. A travers des programmes de Recherche et de Bourse, le WJP Rule of Law Index, et l’Engagement, le WJP cherche à encourager des réformes gouvernementales, développer des programmes pratiques au niveau des communautés, et augmenter la sensibilisation du public sur l’importance fondatrice de l’Etat de droit. En savoir plus sur: www.worldjusticeproject.org

###